

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies ...	35 fr.	20 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
{ Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1, fr. 50
Par porteur ou par la poste.
Togo, France et Colonies : 1, fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO. (A. O. F.)
Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.
Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 2 fr.
Minimum 10 fr.
La page 200 fr.
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum 10 fr.
Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

- Addendum au décret du 18 janvier 1936**, relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies. (Arrêté de promulgation du 20 mai 1936). 246
- Décret du 17 avril 1936**, relatif à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux et aux conditions d'attribution des remises à certains personnels. 246

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- Arrêté du 10 avril 1936**, portant modification du paragraphe 2, article 2, chapitre II du budget type des communes mixtes du Togo. 247
- Arrêté du 10 avril 1936**, portant modification du paragraphe 2, article 2, chapitre II du budget de la commune mixte de Lomé. 247
- Arrêté du 8 mai 1936**, nommant une commission d'enquête. 247
- Arrêté du 8 mai 1936**, abrogeant l'arrêté n° 157 du 16 avril 1936 mettant sous le régime du passeport sanitaire les voyageurs en provenance du Niger. 248
- Arrêté du 12 mai 1936**, interdisant la mise en vente et l'achat de fûts vides ayant contenu des combustibles liquides et non préalablement désodorisés pour le stockage de l'huile de palme. 248
- Arrêté du 12 mai 1936**, autorisant au profit de l'école professionnelle le remboursement d'une somme de 280 frs. 50 perçue par la douane au titre de taxe de magasinage. 248

- Arrêté du 12 mai 1936**, prescrivant le remboursement au receveur principal comptable des postes, télégraphes et téléphones de Lomé du montant des débits LAWSON LAZARUS et QUENUM Sébastien. 249
- Arrêté du 12 mai 1936**, déclarant en débet envers le territoire du Togo, d'une somme de 1.703 frs. 65; le nommé Loco Augustin, ex-chef de halte de Kévé. 249
- Arrêté du 12 mai 1936**, accordant à l'administration une réquisition de tarif sur les transports de terre à destination de la ligne d'Anécho. 249
- Arrêté du 12 mai 1936**, portant virement crédit à l'intérieur du chapitre III — Budget emprunt — Exercice 1936. 250
- Arrêté du 12 mai 1936**, portant admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables afférentes aux exercices 1934 et 1935. 250
- Arrêté du 12 mai 1936**, portant admission en non-valeur des cotes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1934. 250
- Arrêté du 12 mai 1936**, portant admission en non-valeur des cotes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1935. 251
- Arrêté du 12 mai 1936**, portant admission en non-valeur des ordres de recettes irrécouvrables afférentes aux exercices 1933, 1934 et 1935. 251
- Arrêté du 19 mai 1936**, approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935. 252
- Actes concernant le personnel européen et le personnel indigène** 252
- Allocations** 254
- Commissions** 255
- Ecole Victor Ballot** 255
- Réception** 255
- Transports** 255
- Monnaies anglaises** 255
- Produits pharmaceutiques** 255

Domaines	255
Avis aux navigateurs	256
Erratum	256
Pluviométrie	257

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces	259
----------	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies

ARRETE N° 203 promulguant au Togo l'addendum au décret du 18 janvier 1936, relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 18 janvier 1936 relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies;

Vu l'addendum au décret du 18 janvier 1936 susvisé, en date du 18 mars 1936;

ARRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'addendum au décret du 18 janvier 1936, relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies.

Porto-Novo, le 20 mai 1936.

DESANTI.

RAPPORT

Au Président de la République Française,

Paris, le 16 mars 1936.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Le décret du 18 janvier 1936 a rendu applicable aux colonies et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies la loi du 26 juillet 1935 sur l'exercice de la médecine et de l'art dentaire.

En vertu de ce texte, nul ne peut exercer la médecine ou l'art dentaire s'il n'est muni de diplôme d'Etat et s'il n'est citoyen ou sujet français ou ressortissant de pays placés sous le protectorat de la France ou administrés sous mandat.

Or, ces prescriptions ne peuvent s'appliquer aux deux territoires sous mandat français soumis au régime de mandat B.

Le statut de ces territoires ne permet pas, en effet, d'y étendre la loi du 26 juillet 1935 sur l'exercice de la médecine, car leur législation est avant tout dominée par le principe de l'égalité des droits des membres de la Société des nations dans les pays mandatés; tant au point de vue économique que social.

Dans ces conditions, il a paru nécessaire de modifier les dispositions du décret du 18 janvier 1936 en ce qui concerne les territoires sous mandat du Togo et du Cameroun.

Tel est l'objet du décret que j'ai l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice de la médecine en France;

Vu le décret du 17 août 1897 rendant applicable à toutes les colonies la loi du 30 novembre 1892;

Vu la loi du 14 avril 1910 modifiant la loi du 30 novembre 1892 et le décret du 9 juin 1915 rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 13 juillet 1921 relative à l'exercice de la médecine en France par les alsaciens et les lorrains et le décret du 12 janvier 1922 rendant cette loi applicable aux colonies;

Vu la loi du 24 avril 1933 relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France;

Vu le décret du 23 juillet 1933 réglementant l'exercice de la médecine et de l'art dentaire dans les colonies françaises et territoires à mandat relevant du ministère des colonies;

Vu le décret du 29 mars 1934 portant addendum au décret du 23 juillet 1933 relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies;

Vu la loi du 26 juillet 1935 relative à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire en France;

Vu le décret du 18 janvier 1936 rendant applicable aux colonies la loi du 26 juillet 1935;

Sur le rapport du ministre des colonies;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret du 18 janvier 1936 relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies ne sont pas applicables dans les territoires placés sous mandat français du Togo et du Cameroun.

ART. 2. — Dans ces pays, l'exercice de la médecine et de l'art dentaire par des médecins ou des chirurgiens-dentistes étrangers, munis de diplômes français ou étrangers, est subordonné à une autorisation accordée par arrêté du Commissaire de la République sous réserve de l'approbation du ministre des colonies dans un délai de six mois.

ART. 3. — Le décret du 29 mars 1934 modifiant le décret du 23 juillet 1933 relatif à l'exercice de la médecine et de l'art dentaire aux colonies est abrogé.

ART. 4. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République française et inséré au bulletin officiel du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 18 mars 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,
Jacques STERN.

Indemnités

ARRETE N° 204 promulguant au Togo les décrets du 17 avril 1936 relatifs à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux et aux conditions d'attribution des remises à certains personnels.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu les décrets du 17 avril 1936 relatifs à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux et aux conditions d'attribution des remises à certains personnels;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les décrets du 17 avril 1936 relatifs à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux et aux conditions d'attribution des remises à certains personnels.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 20 mai 1936.

DESANTI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du président du conseil, ministre de l'intérieur, chargé de l'intérim du ministère des colonies;

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé;

Vu le décret du 6 octobre 1934 supprimant l'indemnité de réinstallation sous réserve de dispositions transitoires;

Vu le décret du 24 octobre 1935 relatif à l'indemnité de réinstallation des fonctionnaires coloniaux;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le bénéfice des dispositions du décret du 24 octobre 1935 susvisé, relatif à l'indemnité de réinstallation, est étendu aux fonctionnaires et agents coloniaux ou locaux admis à la retraite en exécution des prescriptions du décret du 6 avril 1934 rendant applicable aux colonies le décret du 4 avril 1934 concernant la mise à la retraite anticipée des agents de l'Etat en surnombre ou dont l'emploi aura été supprimé.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 17 avril 1936.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil, ministre de l'intérieur,
ministre des colonies, par intérim,
Albert SARRAUT.*

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Communes mixtes

ARRETE N° 154 portant modification du paragraphe 2, article 2, chapitre II, du budget-type des communes mixtes du Togo.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes-mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté n° 569 du 30 octobre 1934 fixant le budget-type des communes mixtes du Togo;

Vu le rapport n° 139 c. m. en date du 26 mars 1936 de l'administrateur-maire de Lomé;

Vu l'urgence et sous réserve de l'approbation en conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rubrique du chapitre II, article 2, paragraphe 2, du budget-type des communes mixtes du Togo est modifiée ainsi qu'il suit : « entretien du matériel de transport et achats de carburants et de lubrifiants ».

ART. 2. — Le présent arrêté, dont l'effet remontera au 1er janvier 1936 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 avril 1936.

DESANTI.

Approuvé par le conseil d'administration dans sa séance du 12 mai 1936.

ARRETE N° 155 portant modification du paragraphe 2, article 2, chapitre II, exercice 1936 du budget de la commune mixte de Lomé.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 6 novembre 1929 portant institution de communes mixtes au Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 déterminant le mode de constitution, de fonctionnement, le régime administratif et financier des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 créant la commune mixte de Lomé;

Vu l'arrêté n° 569 du 30 octobre 1934 fixant le budget-type des communes mixtes du Togo;

Vu l'arrêté n° 154 du 10 avril 1936 portant modification du paragraphe 2, article 2, chapitre II, du budget-type des communes mixtes du Togo;

Vu le rapport n° 139 c. m. en date du 10 avril 1936 de l'administrateur-maire de Lomé;

Vu l'urgence et sous réserve de ratification ultérieure par la commission municipale et le conseil d'administration;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La rubrique du chapitre II, article 2, paragraphe 2, du budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1936, est modifiée ainsi qu'il suit :

« Entretien du matériel de transport et achats de carburants et de lubrifiants » 5.000 frs.

ART. 2. — Le présent arrêté, dont l'effet remontera au 1er janvier 1936, sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 10 avril 1936.

DESANTI.

Approuvé par le conseil d'administration dans sa séance du 12 mai 1936.

Commission d'enquête

ARRETE N° 176 nommant une commission d'enquête.

LE COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,
CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté du 24 mars 1934 réglant à nouveau le statut du personnel civil des cadres indigènes du Togo;

Vu le rapport du chef du service de l'agriculture en date du 14 mars 1936;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission d'enquête composée de :

M. PECHOUX, administrateur-adjoint de 2^e classe *Président.*

M.M. ROBIN, ingénieur-adjoint de 1^{re} classe du cadre général de l'agriculture,
ROTH, adjoint de 1^{re} classe des services civils, *Membres*

Ebenezer ATSOU AHO, moniteur auxiliaire de 1^{re} classe du cadre local de l'agriculture du Togo,

AMEHAME Barnabé, moniteur auxiliaire de 3^e classe,

se réunira sur la convocation de son président à l'effet de donner son avis sur le cas du moniteur auxiliaire de 4^e classe de l'agriculture MAKOUBY SANDANI.

Elle devra répondre aux questions suivantes :

1^o — Le moniteur MAKOUBY SANDANI, a-t-il fait preuve d'incapacité professionnelle?

2^o — Est-ce que l'administration a intérêt à conserver un tel auxiliaire?

La commission donnera ensuite son avis sur la sanction disciplinaire à infliger à l'agent en cause en se prononçant d'abord sur la peine la plus élevée.

ART. 2. — M. Robin, est nommé rapporteur de la commission.

ART. 3. — Le président de la commission est chargé de l'exécution du présent arrêté.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 8 mai 1936.

DESANTI.

Service sanitaire

ARRETE N° 177 abrogeant l'arrêté n° 157 du 16 avril 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 27 décembre 1928 portant règlement de la police sanitaire aux colonies;

Vu l'arrêté n° 157 du 16 avril 1936 mettant sous le régime de passeport sanitaire les voyageurs en provenance du Niger;

Sur la proposition du chef du service de santé, directeur de la santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Aucun cas de fièvre jaune n'ayant été signalé au Niger depuis le 11 avril 1936, l'arrêté n° 157 susvisé est abrogé à la date du 5 mai 1936.

ART. 2. — Le chef du service de santé, directeur de la santé et les administrateurs commandants les cercles sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Porto-Novo, le 8 mai 1936.

DESANTI.

Stockage de l'huile de palme

ARRETE N° 180 interdisant la mise en vente et l'achat de fûts vides ayant contenu des combustibles liquides et non préalablement désodorisés pour le stockage de l'huile de palme.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 13 juin 1929 réglementant les conditions de circulation, la mise en vente et l'exportation des produits naturels au Togo;

Vu l'arrêté du 26 septembre 1934 portant codification de l'inspection des produits et tous textes subséquents le modifiant ou le complétant;

Vu les articles 471 paragraphe 15 et 474 du code pénal;

Vu le décret du 24 mars 1923 réglementant au Togo l'exercice des pouvoirs disciplinaires;

Vu le décret du 21 avril 1933 réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu le rapport du mois de janvier 1936 du service de l'inspection des produits;

Après avis de la chambre de commerce;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont interdits la mise en vente et l'achat dans le but d'y stocker de l'huile de palme de fûts vides ayant contenu des combustibles liquides et non préalablement désodorisés.

La désodorisation sera certifiée par un poinçonnage spécial apposé par les soins du service de l'inspection des produits.

ART. 2. — Les agents du service de l'inspection des produits ont qualité pour dresser procès-verbal des infractions au présent arrêté.

ART. 3. — Les infractions au présent arrêté seront punies selon le statut du contrevenant : par voie judiciaire, de 1 à 5 francs d'amende, de 1 à 3 jours de prison ou de l'une de ces deux peines seulement, par voie administrative, des peines disciplinaires prévues à l'article 7 du décret du 24 mars 1923.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

P. Le Commissaire de la République p. i.

empêché et par ordre

L'administrateur supérieur,

GEISMAR.

Ecole professionnelle

ARRETE N° 181 autorisant au profit de l'école professionnelle le remboursement d'une somme de 280 frs. 50 perçue par la douane au titre taxe magasinage.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 25 novembre 1934;

Vu l'arrêté du 6 novembre 1928 fixant les taxes à percevoir à l'entrée dans le Territoire sur les produits de toute origine ou provenance;

Vu le décret du 16 novembre 1935 relatif à l'exécution de la proposition adoptée le 19 octobre 1935 par le comité de

coordination des mesures à prendre en application de l'article 16 du pacte de la Société des nations;

Vu la requête en date du 4 avril 1936 formulée par le directeur de l'école professionnelle;

Après avis du chef du bureau principal des douanes;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé au profit de l'école professionnelle le remboursement d'une somme de deux cent quatre vingt francs, cinquante centimes acquittée au titre taxe magasinage suivant bulletin de liquidation 1531 du 24 mars 1936.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

*P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.*

P. T. T. (débets)

ARRETE No 182 prescrivant le remboursement au receveur principal comptable des postes télégraphes et téléphones de Lomé du montant des débets LAWSON Lazarus et QUENUM Sébastien.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies spécialement en ses articles 139 à 143;

Vu l'arrêté 334 du 23 juillet 1935 plaçant le commis des postes télégraphes et téléphones LAWSON Lazarus, gérant du bureau postal d'Anié, en débet de la somme de 46.324,06;

Vu l'arrêté 335 du 23 juillet 1935 plaçant le commis des postes télégraphes et téléphones QUENUM Sébastien, gérant du bureau postal d'Atakpamé, en débet de la somme de 25.000,05;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les sommes de 46.324,06 et 25.000,05 correspondant respectivement aux débets LAWSON Lazarus et QUENUM Sébastien, seront mandatées au profit du receveur principal comptable des postes, télégraphes et téléphones de Lomé.

ART. 2. — L'imputation de ces dépenses se fera sur le chapitre XVIII, article 1, paragraphe 2, (avancées à divers) du budget local, exercice 1936.

ART. 3. — Il n'est rien changé aux arrêtés ci-dessus visés du 23 juillet 1935 prononçant la mise en débet des commis des postes, télégraphes et téléphones LAWSON Lazarus et QUENUM Sébastien.

ART. 4. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 12 mai 1936.

*P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.*

Chemin de fer

ARRETE No 183 déclarant en débet envers le territoire du Togo d'une somme de 1.703 frs. 65, le nommé Loco Augustin, ex-chef de halte de Kévé.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

Vu les articles 410 à 420 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les articles 127 et 131 du décret du 2 mars 1910 sur la solde;

Vu le jugement no 6 en date du 18 juin 1935 du tribunal criminel du cercle de Lomé;

Sur la proposition du chef des services du réseau du Bénin au Niger;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'ex-chef de halte auxiliaire des chemins de fer du Togo, Loco Augustin, est constitué en débet de la somme de 1.703 frs. 65, montant d'un détournement commis au préjudice de l'administration du chemin de fer du Togo. A cette somme s'ajoutent les intérêts de droits courant du 14 décembre 1934.

ART. 2. — Le chef des services du réseau Bénin au Niger et le trésorier-payeur du Dahomey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

*P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.*

Transports

ARRETE No 186 accordant à l'administration une réquisition de tarif sur les transports de terre à destination de la ligne d'Anécho.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté no 69 du 28 janvier 1929 relatif à l'application des tarifs du chemin de fer et du wharf;

Vu la décision ministérielle no 3514 du 26 octobre 1931 homologuant ces tarifs;

Sur la proposition du chef des services du réseau du Bénin au Niger;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les transports de terre, de latérite et de matériel de voie étroite d'un point quelconque du réseau à un point quelconque de la ligne de Lomé à Anécho effectués pour le compte de l'administration seront taxés au prix de 0,15 par tonne et par kilomètre.

Les distances de taxation seront comptées de gare à gare.

ART. 2. — Le présent arrêté qui aura son effet pour compter du jour de sa publication au journal officiel du Togo sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

Budget emprunt

ARRETE No 196 portant virement de crédits à l'intérieur du chapitre III, budget emprunt, exercice 1936.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'article 203 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 16 mars 1936 portant approbation du budget de l'emprunt du Togo, exercice 1936;

Vu les disponibilités budgétaires au titre du chapitre III, article 2, paragraphe 1;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé à l'intérieur du chapitre III, (mesures d'ordre local — matériel) au titre II (dépenses d'ordre sanitaire démographique) du budget spécial sur fonds d'emprunt, exercice 1936, le virement de crédit ci-après :

CHAPITRE III

à retrancher à ajouter

Art. 2. — § 1^{er}. — Hygiène et assainissement 194.000

Art. 9. — Dépenses des exercices antérieurs 194.000

ART. 2. — L'administrateur supérieur, ordonnateur délégué et le trésorier-payeur sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Lomé, le 12 mai 1936.

P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

Cotes irrécouvrables

ARRETE No 198 portant admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables afférents aux exercices 1934 et 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les états de cotes irrécouvrables présentés par les commandants de cercle du sud, du centre et du nord et par le préposé payeur;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes de l'exercice 1935 ci-après désignées :

A. — EXERCICE 1935

Trésor :

Impôt personnel et taxe additionnelle	611,—
Permis de port d'armes	22,—
Taxe d'hygiène	70,—

Lomé-Ville :

Taxe sur véhicules	2.250,—
Centimes additionnels budget local	675,—
Centimes additionnels commune mixte	225,—

Subdivision d'Anécho :

Impôt personnel indigène	13.640,—
Rachat des prestations indigènes	12.060,—
Impôt foncier	15,—
Taxe sur véhicules	925,—
Taxe d'assistance médicale indigène	8.152,—
Centimes additionnels taxe véhicules	277,50

Subdivision de Tsévié :

Taxe véhicules	500,—
Centimes additionnels budget local	150,—

Subdivision de Palimé :

Impôt foncier	303,75
---------------	--------

Subdivision d'Atakpamé :

Impôt personnel indigène	11.380,—
Rachat des prestations	10.242,—
Taxe d'assistance médicale indigène	6.828,—

Subdivision de Sokodé :

Impôt personnel indigène	2.189,—
Rachat des prestations	1.326,—
Taxe d'assistance médicale indigène	1.135,—

Subdivision de Lama-Kara :

Impôt personnel indigène	10.872,—
Rachat des prestations	9.336,—
Taxe d'assistance médicale indigène	7.780,—

Subdivision de Bassari :

Impôt personnel indigène	20.102,—
Rachat des prestations	14.268,—
Taxe d'assistance médicale indigène	11.890,—

Subdivision de Mango :

Impôt personnel indigène	5.920,—
Rachat des prestations	4.554,—
Taxe d'assistance médicale indigène	4.085,—

ART. 2. — Le trésorier-payeur est autorisé à porter le montant des ces cotes irrécouvrables en réduction de ses prises en charge.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

ARRETE No 199 portant admission en non-valeurs des cotes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1934.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les cotes irrécouvrables des cercles de Lomé, Anécho, Atakpamé, Palimé et Sokodé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admises en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes de l'exercice 1934 ci-après désignées :

Impôt personnel et taxe additionnelle :

Cercle d'Atakpamé	606,75
Cercle de Sokodé	180,50

Impôt personnel indigène :

Cercle d'Anécho	49.019,50
-----------------	-----------

Population flottante :

Cercle de Mango	4.920,—
-----------------	---------

Rachat de prestation européenne :

Cercle d'Atakpamé	60,—
-------------------	------

Rachat de prestation indigène :

Cercle d'Anécho	48.234,—
-----------------	----------

Contribution foncière :

Cercle de Lomé	905,70
Cercle d'Anécho	9,20
Cercle de Palimé	813,33

Permis de port d'arme :

Cercle de Palimé	760,—
------------------	-------

Taxe sur les véhicules :

Cercle d'Anécho	700,—
Cercle de Palimé	2.080,—

Taxe d'hygiène :

Cercle d'Atakpamé	140,—
Cercle de Klouto	210,—

Taxe d'assistance médicale indigène :

Cercle d'Anécho	32.034,—
-----------------	----------

Centimes additionnels aux licences :

Cercle de Palimé	600,—
Cercle de Sokodé	422,64

Centimes additionnels aux véhicules :

Cercle d'Anécho	210,—
Cercle de Sokodé	466,50

ART. 2. — Le trésorier-payeur est autorisé à porter le montant de ces cotes irrécouvrables en réduction des prises en charge.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

ARRETE N° 200 portant admission en non-valeur des cotes irrécouvrables afférentes à l'exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les états de cotes irrécouvrables présentés par le commandant de cercle du (subdivision d'Anécho);

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en non-valeurs les cotes irrécouvrables des contributions directes de l'exercice 1935 ci-après désignées :

Subdivision d'Anécho :

Contribution foncière	84,90
Armes perfectionnées	20,—
Armes de traite	200,—
Taxe sur les véhicules (principal)	1.755,—
Taxe sur les véhicules (centimes additionnels B. L.)	526,50
Total	2.586,40

ART. 2. — Le trésorier-payeur est autorisé à porter le montant de ces cotes irrécouvrables en réduction de ses prises en charge.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

ARRETE N° 201 portant admission en non-valeur des ordres de recettes irrécouvrables afférents aux exercices 1933, 1934 et 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les états d'ordre de recettes irrécouvrables présentés par le trésorier-payeur à Lomé;

Le conseil d'administration entendu;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont admis en non-valeurs les ordres de recettes afférents aux exercices 1933, 1934 et 1935 ci-après désignés :

A. — EXERCICE 1933

M. OMAR Youssef, O. R. 95 budget d'emprunt, (chapitre IV) 125,—

B. — EXERCICE 1934

M.M. SANSON, P. — O. R. 1509 bis B. L. (chapitre VIII)	47,30
HORARD, L. — O. R. 1517 bis B. L. (chapitre VIII)	48,88
ROBIN, E. — O. R. 1619 B. L. (chapitre VII)	20,—
MASSON de St. Félix, O. R. 1879 B. L. (chapitre VII)	102,—
ROVARIS, C. — O. R. 543, 544, 986, 985 B. L.	81,16
OMAR Youssef — O. R. 917, 1395, 1507, 1827, 1880 B. L.	1.625,—
BARBIER, E. — O. R. 89 B. C. F. W. (chapitre VIII)	44,85
VEUILLET, L. — O. R. B. C. F. W. (chapitre VIII)	9,20

C. — EXERCICE 1935

QUENUM Joseph, O. R. 26, budget local 70,—

ART. 2. — Le trésorier-payeur est autorisé à porter le montant de ces cotes irrécouvrables en réduction des ses prises en charge.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 12 mai 1936.

P. Le Commissaire de la République p. i. empêché,
L'administrateur supérieur,
GEISMAR.

Rôles supplémentaires

ARRETE N° 202 approuvant et rendant exécutoires certains rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt personnel;

Vu les arrêtés du 22 octobre 1929 réglementant l'impôt sur la population flottante;

Vu l'arrêté du 18 décembre 1934 fixant le taux du rachat des prestations;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant l'impôt de la patente;

Vu les arrêtés du 15 novembre 1930 et de 30 novembre 1932 réglementant l'impôt de la licence;

Vu les arrêtés du 29 juin et du 22 octobre 1934 sur les permis de port d'armes;

Vu l'arrêté du 20 novembre 1932 réglementant la taxe sur les véhicules;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'hygiène;

Vu l'arrêté du 27 octobre 1933 réglementant la taxe d'assistance médicale indigène;

Vu le décret du 23 novembre 1934 portant réduction des dépenses administratives du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires afférents à l'exercice 1935 dont le détail suit et qui s'élèvent à la somme totale de : quatre mille six cent soixante sept francs (4.667 frs).

N° DES ROLES	CERCLES	NATURE DE L'IMPOT	PRINCIPAL	CENTIME ADDITIONNEL	TOTAL
447	Atakpamé	Impôt personnel européen	821	—	821,00
448	—	Rachat prestations	180	—	180,00
449	—	Taxe d'hygiène	140	—	140,00
450	—	Taxe sur véhicules	625	187,50	812,50
451	Sokodé	Patentes	2.010	703,50	2.713,50
			3.776	891,00	4.667,00

ART. 2. — La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 20 mai 1936.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Porto-Novo, le 19 mai 1936.
DESANTI.

NOMINATIONS, MUTATIONS, ETC. CONCERNANT LE PERSONNEL

PERSONNEL EUROPÉEN

ACTES DU POUVOIR LOCAL

Nominations

Par décisions des :

8 mai 1936. — M. LAUGIER, ingénieur-adjoint de 3^e classe du cadre général des travaux publics, remplira cumulativement les fonctions de :

Chef de la subdivision des travaux publics du Togo,
Chef de la subdivision des routes du Togo,
Chef de la section topographique du Togo.

9 mai 1936. — La décision n° 248 en date du 27 mai 1935 est abrogée.

M. MONNIER Edouard, adjoint principal des services civils est désigné comme comptable secondaire, pour

le mobilier des logements des fonctionnaires à Porto-Novo, appartenant au territoire du Togo.

La décision n° 215 en date du 2 mai 1935 est abrogée.

M. GUERIN, adjoint des services civils chef de la section du matériel, est nommé garde-meubles des logements du personnel des divers services de la subdivision de Lomé, en remplacement de M. RIBEN, adjoint des services civils, en instance de départ.

8 mai 1936. — M. BRASSARD, ingénieur, chef de station de 1^{re} classe du cadre de la T. S. F. du Togo, remplira les fonctions de :

Chef de la subdivision radioélectrique.

M. HORARD, chef ouvrier hôte classé du cadre des travaux publics du Togo, remplira les fonctions de Directeur de l'école professionnelle de Sokodé.

Lorsque le directeur de l'école professionnelle de Sokodé sera chargé de la surveillance de certains travaux dépendant de la subdivision des travaux publics ou de la subdivision des routes, il sera placé sous les ordres du chef de la subdivision correspondante.

9 mai 1936. — M. DEMONIO, administrateur-adjoint des colonies, est désigné pour remplir les fonctions de secrétaire-archiviste ad hoc du conseil d'administration du Togo, pour la séance du 12 mai 1936.

Affectation

Par décision du :

8 mai 1936. — M. CHAMPION, instituteur de 1^{re} classe du cadre supérieur du Togo, retour de congé, attendu à Lomé vers le 13 mai 1936, par s/s *Jamaïque*, est affecté à Lomé, en qualité d'adjoint au chef du secteur scolaire.

Congés

Par décision du :

14 mai 1936. — Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Reville aux Bois par Dun sur Meuse (Meuse), est accordé à M. TAVERA Barthélémy, chef de district de 2^e classe des chemins de fer du Togo qui compte 24 mois de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré ainsi qu'à sa femme sur le paquebot *Hoggar*, attendu à Lomé vers le 13 juin 1936.

Un congé administratif de 6 mois, pour en jouir à Tagolshein (Haut Rhin), est accordé à M. KNILL Marcel, conducteur principal de 3^e classe des travaux agricoles du Togo qui compte 24 mois et 7 jours de séjour consécutifs dans le Territoire.

Un passage pour la France, en 2^e classe, 3^e catégorie, lui est en outre délivré sur le paquebot *Hoggar*, attendu à Lomé vers le 13 juin 1936.

Stage

Par décision du :

9 mai 1936. — Le médecin-lieutenant TINARD, médecin chef de la subdivision sanitaire de Sansanné-Mango, se rendra au secteur de la trypanosomiase pour y accomplir un stage de dix jours.

Après accord avec le commandant du cercle du nord et le médecin chef du secteur de la trypanosomiase il se mettra en route aussitôt que possible.

PERSONNEL INDIGÈNE**Engagement**

Par décision du :

15 mai 1936. — Le nommé JOHNSON Philippe est engagé temporairement pendant la période du 25 mars au 16 avril 1936 inclus en qualité de commis auxiliaire au salaire journalier de six francs (6 f.) et est mis à la disposition du commandant de cercle du centre (subdivision de Palimé).

Nominations

Par décision du :

12 mai 1936. — L'instituteur-adjoint de 3^e classe, DEGBOE Alphonse, en service à l'école d'Amoutivé, est chargé du cours d'adultes de Lomé en remplacement de l'instituteur JOHNSON Romuald qui cesse ses fonctions sur sa demande.

M. DEGBOE Alphonse aura droit à l'indemnité prévue par l'arrêté du 20 mai 1933.

Affectations

Par décision du :

19 mai 1936. — Le planton de 1^{re} classe THOMAS Robert, précédemment en service à la commune mixte de Lomé, est affecté au cercle du sud.

Congés

Par décisions des :

5 mai 1936. — Une permission de 10 jours avec solde, valable du 22 au 31 mai 1936 inclus, est accordée au commis d'administration de 5^e classe JOHNSON André, en service au bureau des finances pour en jouir à Glidji (cercle du sud — subdivision d'Anécho).

9 mai 1936. — Sont accordés, avec traitement des congés de :

30 jours, du 15 mai au 13 juin 1936 inclus, à l'ouvrier de 1^{re} classe LAWSON Albert, en service au wharf à Lomé, pour en jouir au Territoire.

45 jours, du 15 mai au 28 juin 1936 inclus, au brigadier chef d'hygiène LAFONEKOU Samson, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

Un congé de 6 mois, pour maladie, du 4 mai au 4 novembre 1936 inclus, est accordé au maître-ouvrier de 5^e classe du chemin de fer ACOMATECHRY Laurent.

Il aura droit à sa solde entière pendant les deux premiers mois et à demi solde pendant les quatre mois suivants.

20 mai 1936. — Sont accordés, avec traitement, des congés de :

30 jours, du 1^{er} au 30 juin 1936 inclus, au chef de train de 8^e classe MAURICE ZINSOU AGUEH, en service à la gare d'Agouévé, pour en jouir à Grand-Popo.

30 jours, du 1^{er} au 30 juin 1936 au mécanicien de 5^e classe MENSAN KLOUTSE, en service au chemin de fer à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 2 juin au 1^{er} juillet 1936 inclus, au facteur de 1^{re} classe des P. T. T. AJAVON Joseph, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

60 jours, du 1^{er} juin au 30 juillet 1936 inclus, au commis d'administration de 5^e classe DOSSOU François, en service au cercle du centre, pour en jouir à Anécho.

Le commis d'administration DOSSOU François aura droit au transport gratuit pour lui et sa famille Atakpamé-Anécho et retour.

30 jours, du 1^{er} au 30 juin 1936 inclus, à l'infirmier-major de 5^e classe ATIKOSSO David, en service à l'hôpital de Lomé, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

90 jours, du 11 juin au 8 septembre 1936 inclus, au commis de 4^e classe des P. T. T. d'ALMEIDA Militao, en service à Sokodé, pour en jouir au Territoire.

Le commis des P. T. T. d'ALMEIDA aura droit au transport gratuit de Sokodé à Palimé et retour.

30 jours, du 1^{er} au 30 juillet 1936 au surveillant auxiliaire de 2^e classe des P. T. T. Christophe Dovi, en service à Lomé, pour en jouir au Territoire.

30 jours, du 1^{er} au 30 juillet 1936 inclus, au commis principal d'administration de 3^e classe DOSSOU Augustin, en service au bureau des finances, pour en jouir au Togo et au Dahomey.

Le commis principal d'administration DOSSOU Augustin, aura droit au transport gratuit de Lomé à Ouidah et retour pour lui et sa famille.

Discipline

Par décisions des :

5 mai 1936. — Une punition de 10 jours de suspension de solde est infligée au moniteur auxiliaire de 3^e classe

de l'agriculture. ESSO BLAO, en service au cercle du nord (subdivision de Bassari), pour négligence et paresse.

11 mai 1936. — Une punition de 5 jours de suspension de solde est infligée au moniteur de l'enseignement de 5^e classe AMEGANYI Louis, en service au cercle du centre (secteur scolaire d'Atakpamé), pour négligence dans l'exécution de ses fonctions.

Révocation chef de canton

Par arrêté du :

12 mai 1936. — Le nommé MAGLO Simon, chef du canton d'Aghatopé (cercle du sud), est révoqué de ses fonctions.

FORCES DE POLICE

1^{re} — Compagnie de milice Rengagements

Par décision du :

14 mai 1936. — Sont rengagés pour une durée de :
2 ans à compter du 1^{er} mai 1936. — KOUABIZOU, caporal, N° Mle M/371/A.C. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

TCHAOU, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/189/B.T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

NAKOUTCHA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/232/A.T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

3 ans : 1^{er} mai 1936. — BAJALA KOTOKOLI, milicien de 3^e classe, N° Mle M/382/A.T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

2 ans : 7 mai 1936. — ARRETO, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/130/A.T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

16 mai 1936. — NIAMA, milicien de 2^e classe, N° Mle M/302/A.T. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

26 mai 1936. — ASSOGBA, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/307/A.D. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

3 ans : 1^{er} juin 1936. — GABRIEL Michel, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/327/B.D. de la 1^{re} section de milice de Nawaré.

ATTIPOE Ambroise, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/266/B.T. de la P.C. Lomé.

1 an : 1^{er} juin 1936. — DIATOZ, milicien de 2^e classe, N° Mle M/313/B.T. de la P.C. Lomé.

3 ans : 1^{er} juin 1936. — ALAOUI, milicien de 2^e classe, N° Mle M/314/B.T. de la P.C. Lomé.

3 juin 1936. — OROU GAMBARI, caporal, N° Mle M/252/A.D. de la P.C. Lomé.

26 juin 1936. — MISSITI, milicien de 1^{re} classe, N° Mle M/68/B.T. de la P.C. Lomé.

Permission

Par décision du :

14 mai 1936. — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} juin 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport, est accordée au milicien de 2^e classe FALLANI, N° Mle M/344/A.D. de la 1^{re} section de milice de Nawaré, pour en jouir à Mango (cercle du nord).

2^e — Garde indigène Rengagements

Sont rengagés pour 1 an à compter du :

1^{er} mai 1936. — MENSAN Emmanuel, garde 2^e classe, N° Mle 1011, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

GNOGNOUTO, garde 2^e classe, N° Mle 1035, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

6 mai 1936. — SAMA, garde 2^e classe, N° Mle 916, du peloton du sud, (subdivision de Lomé).

16 mai 1936. — DABRE, garde 2^e classe, N° Mle 1006, du peloton du nord, (subdivision de Mango).

1^{er} juin 1936. — OROU OUARGA, garde 1^{re} classe, N° Mle 946, du peloton du nord, (subdivision de Sokodé).

ASSIMIN, garde 2^e classe, N° Mle 759, du peloton du sud, (subdivision d'Anécho).

ADAM PATCHA, garde 2^e classe, N° Mle 973, du peloton du nord, (subdivision de Mango).

3 juin 1936. — TCHASSI Camille, garde 2^e classe, N° Mle 977, du détachement police Lomé.

5 juin 1936. — MISSA I, garde 2^e classe, N° Mle 775, du détachement police Lomé.

28 juin 1936. — ASSO II, garde 1^{re} classe, N° Mle 923, du détachement police Lomé.

Congé — Permission

a) — Un congé de 2 mois à demi-solde pour compter du 1^{er} juin 1936, délais de route non compris et avec la gratuité du transport pour lui et sa famille, est accordé au garde de 1^{re} classe TOI SONDE, N° Mle 397, du peloton du centre (subdivision d'Atakpamé), pour en jouir à Kichane Kemelia, (subdivision de Lama-Kara).

b) — Une permission de 30 jours à compter du 1^{er} juin 1936, avec solde de présence, délais de route non compris et sans la gratuité du transport est accordée au garde de 2^e classe YENTE, N° Mle 663, du peloton du centre, (subdivision d'Atakpamé), pour en jouir à Dfalé, (cercle du nord).

Punition

Une punition de 15 jours de prison, avec retenue de solde, est infligée au garde de 2^e classe YOTA, N° Mle 626, du peloton du sud, (subdivision d'Anécho), pour « faute grave en service ».

Affectation

Est affecté au peloton de dépôt (Lomé) pour compter du 1^{er} juin 1936, le garde de 2^e classe YOTA, N° Mle 626, du peloton du sud, (subdivision d'Anécho).

ALLOCATIONS

Par décision du :

13 mai 1936. — Sont accordées pour l'année 1936 et dans les conditions fixées par l'arrêté du 26 novembre 1934, des allocations aux jeunes métis désignés ci-après :

CERCLE	NOM DES ENFANTS	AGE	Taux journalier de l'allocation	Personne habilitée à percevoir les allocations
Commune- mixte de Lomé	André Koumari	2 mois	0 1. 50	Mama Batois
	Alexandre Kmito	2 ans	—	Adama Amadou
	Alasani	2 ans	—	—

COMMISSION

Par décision du :

12 mai 1936. — Une commission composée de :

M. M. Le chef de l'arrondissement des travaux publics du Togo *Président*

Le chef de la section du matériel.

Le chef de la subdivision T. P. Lomé-ville. } *Membres*

se réunira sur la convocation de son président, en vue d'examiner l'état du bâtiment scolaire de la petite vitesse et de prononcer éventuellement sa condamnation.

COMMISSION DE SURVEILLANCE

Par décision du :

16 mai 1936. — La commission de surveillance des épreuves du concours d'admission à l'école de médecine des élèves sages-femmes et infirmières-visiteuses, est constituée ainsi qu'il suit :

Président :

M. SIRO, instituteur principal hors classe, chef du secteur scolaire de Lomé.

Membres :

M. GUERIN, adjoint des services civils, en service au bureau des finances.

Mme. PATANCHON, institutrice principale, directrice de l'école européenne de Lomé.

Elle se réunira à Lomé, école ménagère, le lundi 8 juin 1936 à 7 h. 30.

ECOLE VICTOR BALLOT

Par décision du :

13 mai 1936. — Le nombre des places mises au concours en 1936 à l'école primaire supérieure Victor Ballot, est fixé ainsi qu'il suit :

Garçons 7

Filles 4

Total 11

Le nombre maximum des bourses pouvant être attribuées au cours de l'année scolaire 1936-1937 à l'école primaire supérieure Victor Ballot (section Togo), est fixé à 23.

FRAIS DE RÉCEPTION DE L'ESCADRILLE MILITAIRE DE GAO

Par décision du :

18 mai 1936. — Les frais de réception de l'escadrille militaire de Gao de passage au Territoire du 11 au 14 février 1936, sont mis à la charge du budget local.

La dépense correspondante sera imputée au chapitre XVII, article 2, paragraphe 1^{er} du budget local, exercice 1936.

FRAIS DE TRANSPORT, DE TRAITEMENT ET D'ENTRETIEN

Par décision du :

16 mai 1936. — Sont mis à la charge du Territoire, les frais de transport, de traitement et d'entretien des nommés NANI, BONI, ALASSANI et AMINA, ce dernier accompagné de sa mère MENOUNA, originaires de Mango, évacués sur le centre antirabique d'Accra (Gold-Coast).

La dépense correspondante sera imputée au budget local du Togo, exercice 1936, chapitre XVII, article 2, paragraphe 1^{er}.

MONNAIES ANGLAISES

Par décision du :

12 mai 1936. — Le préposé du trésor à Lomé est autorisé à céder à la banque de l'Afrique Occidentale à Lomé la somme de sept cents livres (£ 700) au cours de soixante quatorze francs cinquante centimes (74 f. 50) la livre.

PRODUITS PHARMACEUTIQUES

Par décision du :

8 mai 1936. — Est complétée comme suit la liste n° 2 des produits pharmaceutiques dont la vente est autorisée dans les dépôts prévus à l'article 3 de l'arrêté du 15 novembre 1928 : spécialités PRAT-BOYER, docteur en pharmacie, 19, rue de la république à Ambert (Puy-de-Dôme).

a) Tisane des Missions,

b) Camphométhol,

c) Liniment Olympia,

d) Sirop Francia.

DOMAINES

Par arrêtés des :

12 mai 1936. — Le sieur Ceasar F. OLYMPIO, employé de commerce à Addah est, exceptionnellement, autorisé à céder à titre de vente au sieur Sylvanus E. OLYMPIO, employé de commerce à Lomé, le terrain d'origine domaniale, situé à Lomé, rue de la poudrière, objet du titre-foncier n° 389 du cercle de Lomé, qui lui a été attribué, à titre provisoire, par l'arrêté n° 110 du 26 février 1929.

Cette vente est autorisée sous les conditions ci-après :

Le prix de vente est fixé à 11.375 francs.

L'acquéreur s'engagera à satisfaire aux conditions du cahier des charges dans le délai de deux années à compter de la date du présent arrêté.

L'acte de vente à intervenir, la copie du titre-foncier et une ampliation du présent arrêté seront déposés, à la diligence de l'acquéreur, au bureau de la conservation foncière à Lomé, pour les formalités de l'enregistrement et de mutation, dans le délai d'un mois, à compter de la date du présent arrêté.

Les clauses de mise en valeur insérées dans les cahiers des charges concernant les lotissements créés dans les centres urbains du Territoire, et qui n'ont pas été jusqu'à ce jour exécutées par les adjudicataires, sont modifiées comme suit :

1° — Est réduite à 15.000 frs. la charge de mise en valeur des lots destinés aux maisons d'habitation.

2° — Est réduite de 30% la charge de mise en valeur des lots et terrains urbains destinés à recevoir des constructions à usage commercial ou industriel.

Aucune réduction n'est appliquée aux cahiers des charges prévoyant une mise en valeur inférieure au chiffre de 15.000 frs.

Il n'est rien changé à la réglementation en vigueur sur les constructions à usage d'habitation, commercial ou industriel.

Le présent arrêté s'applique seulement aux cahiers des charges approuvés antérieurement à ce jour.

Est rapporté, pour inexécution des conditions prévues par le cahier des charges, l'arrêté n° 204 du 13 avril 1934 accordant au nommé Écoue Maurice, com-

mercant à Lama-Kara, un permis d'occupation provisoire d'une parcelle du domaine privé située à Lama-Kara et constituant le lot n° 18 du lotissement du centre commercial de Lama-Kara.

Il est fait remise audit sieur ECOUE Maurice de la totalité des loyers exigibles sur ladite parcelle soit trois cents francs.

Le lot 84 du lotissement de « Ahanoukopé » à Lomé est attribué définitivement en toute propriété au sieur Adolphe AMAZO, employé de commerce, domicilié à Lomé, aux charges et conditions stipulées dans le cahier spécial à ce lotissement et moyennant le prix de six cents francs payable dans le délai d'une année à compter de la date du présent arrêté.

Est attribué définitivement en toute propriété à M. Léon KUDJOVI KUAKUVI, commerçant demeurant à Athiémé, un terrain domanial de la surface de six ares six centiares, situé à Lomé, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé, sous le n° 579 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Léon KUDJOVI KUAKUVI, par arrêté du 24 mars 1933.

Est attribué définitivement en toute propriété au sieur Augustino DE SOUZA, propriétaire-plantier, demeurant à Lomé, un terrain domanial de la surface de vingt ares soixante cinq centiares, situé à Lomé, à l'est de la place des fêtes, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 318 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur Augustino DE SOUZA, par arrêté du 13 octobre 1928 n° 591.

Est attribué définitivement en toute propriété à M. Jacques LANGDON, comptable des travaux publics à Lomé, un terrain domanial de la surface de trois ares quarante quatre centiares, situé à Lomé, avenue des alliés, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 479 et dont la concession provisoire avait été accordée audit sieur LANGDON, par arrêté n° 507 du 17 septembre 1930.

Est attribué définitivement en toute propriété à M. Justino DE MEDEIROS, agent de commerce à Lomé, un terrain domanial de la surface de cinq ares soixante neuf centiares, situé à Lomé, au nord-est de la place des fêtes, immatriculé au livre-foncier du cercle de Lomé sous le n° 417 et dont la concession provisoire

avait été accordée audit sieur Justino DE MEDEIROS, par arrêté n° 557 du 27 septembre 1929.

11 mai 1936. — Le sieur COMLA AHADJI, profession de transporteur demeurant à Sokodé, est autorisé à occuper à ses risques et périls, une parcelle de terrain domanial (ancien jardin administratif), situé à Sokodé, à l'angle de la route vers le marché de Zongo et la route vers Dédauré, d'une superficie d'environ huit ares trente sept centiares.

Ce permis d'occupation est accordé aux conditions fixées par le cahier des charges.

AVIS AUX NAVIGATEURS N° III

Entrée de la Cassamence

a) Passe nord :

1° — Porter une tonne rouge marquée n° 6 au nord 84° ouest de la pyramide de Djogué, et à 0,9

Position approchée la = 12°34' N — GA = 16°46' ouest carte affectée n° 5436.

2° — M.M. les navigateurs sont informés qu'il serait imprudent de s'engager sur la passe nord sans l'assistance du pilote de Djogué, car cette passe est sujette à de fréquents changements. Il leur est, en outre recommandé de venir mouiller à la tonne rouge n° 4, en attendant le pilote ; ils ne devront s'y engager qu'une heure avant la pleine mer.

Les tirants d'eau de sécurité sont :

3^h66 en petite morte eau, 4^h00 en morte eau moyenne, 4^h20 en vive eau. Le courant est violent dans la passe, se conformer strictement aux indications du pilote de Djogué.

b) Passe sud :

Il est expressément recommandé à M.M. les navigateurs fréquentant ce chenal, de ne s'y engager que par temps maniable, et à la pleine mer avec l'assistance du pilote de Djogué.

Il est dangereux de franchir la barre en basse mer, même si le tirant d'eau le permet, avec le courant descendant et houle d'ouest (passer à ranger la bouée n° 1).

Tirants d'eau de sécurité 4^h00 en petite morte eau, 4^h20 en morte eau moyenne, 4^h50 en vive eau moyenne, 4^h75 par de coefficients inférieurs à 11.10. La direction de la houle est généralement l'W. N. W.

ÉTAT RECTIFICATIF des mouvements de la Navigation du Port de Lomé pendant le mois d'Avril 1936

NOMS, PROVENANCE ET DESTINATION DES NAVIRES	PAVILLON	DATES		TONNAGE NOMINAL	EQUIPAGE	TONNAGE	
		D'ARRIVÉE	DE DÉPART			DÉBARQUÉ	EMBARQUÉ
Au lieu de							
96-Ashantlan Liverpool-Opobo	Anglais	8. 4. 36	9. 4. 36	2.960	39	185.647	—
Libre							
96-Ashantlan Liverpool-Opobo	Anglais	8. 4. 36	9. 4. 36	2.960	39	224.997	—

BULLETIN MÉTÉOROLOGIQUE

MARS 1936

Climatologie (1)

1^{er} juin 1936

JOURNAL OFFICIEL DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

257

DATES	LOME			NUATJA			ATAKPAME			PALIMÉ			MISAHOÉ			SOKODE			ALÉDJO			PAGOUDA			MANGO		
	(2) Pres.	(3) Temp	(4) Hygr.	(5) Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.	Pres.	Temp	Hygr.
1	08,0	27,9	83	90,1	29,8	85	74,1	30,3	86	83,0	29,0	74	61,9	28,0	72	63,9	27,2		23,3	29,9	50	62,1	29,9	50	93,0	32,0	37
2	09,0	28,0	81	95,7	29,2	74	70,7	28,7	88	82,6	27,8	81	62,1	25,4	76	64,8	28,8		23,7	27,1	87	62,1	31,0	40	93,4	32,0	37
3	10,2	27,5	77	96,1	30,0	100	71,8	29,2	90	83,9	26,9	80	63,4	25,5	72	60,1	28,0		24,8	26,0	72	62,3	29,7	83	93,3	32,2	31
4	11,8	28,0	80	98,6	28,0	90	71,7	27,6	88	85,7	26,7	69	64,0	24,2	60	68,5	28,2		27,1	25,7	72	61,9	29,5	87	90,2	32,4	43
5	13,0	25,5	80	99,1	26,4	90	73,4	26,5	82	87,4	20,1	67	63,7	24,0	72	69,7	25,9		27,5	22,3	69	60,2	24,8	70	97,8	30,2	82
6	11,0	26,8	83	96,7	28,8	67	72,7	27,0	84	84,5	26,5	68	63,4	27,1	62	67,1	28,5		25,7	26,8	44	63,7	29,0	47	94,9	31,8	34
7	10,6	27,3	80	98,3	30,0	72	72,0	28,5	87	84,2	27,4	63	62,6	27,3	84	66,0	28,2		25,1	27,8	29	62,6	30,0	38	93,1	32,8	28
8	11,3	27,9	81	97,3	29,9		73,7	29,3	62	86,8	27,7	68	63,0	27,2	63	67,4	29,3		20,8	27,1	83	63,4	30,7	38	94,0	32,0	24
9	11,8	28,3	81	98,0	30,3	76	74,3	29,4	63	80,9	27,8	71	64,3	27,2	70	67,8	29,3		26,0	28,1	62	64,8	31,2	44	90,8	32,0	26
10	11,8	26,0	78	97,5	28,4	86	73,9	27,4	78	80,7	26,8	70	61,2	25,9	79	67,4	29,8		25,3	26,9	67	63,3	31,0	85	98,1	31,3	23
11	10,3	27,3	84	96,9	28,8	86	72,7	27,4	60	85,5	27,2	71	63,0	26,8	68	66,1	30,1		24,8	27,1	70	62,2	29,3	60	95,1	32,4	38
12	10,2	27,0	83	96,9	29,0	77	71,5	27,0	60	85,0	27,3	70	63,3	26,7	73	63,9	29,5		25,2	26,8	73	62,9	29,8	66	94,0	32,8	48
13	11,4	28,2	88	97,9	30,6	78	71,3	29,4	63	85,9	27,6	72	63,9	27,3	69	67,1	29,8		25,9	26,9	74	63,7	29,8	63	90,2	33,5	42
14	11,5	28,5	77	98,9	30,4	71	73,4	29,0	69	86,2	27,9	63	64,2	26,0	60	67,3	29,0		25,9	24,3	73	64,1	29,0	67	95,1	29,7	48
15	11,0	27,5	83	97,0	30,7	70	71,4	30,8	57	85,3	28,5	60	63,3	27,5	64	66,3	29,1		25,0	26,5	68	63,5	30,5	66	95,8	33,2	46
16	11,0	28,5	81	96,7	29,9	79	71,0	28,8	69	85,5	27,9	68	62,9	25,0		66,0	30,0		25,2	25,6	61	62,9	30,6	81	95,0	33,3	46
17	11,0	28,0	80	97,7	29,0	75	72,6	28,5	63	86,1	28,0	71	64,3	26,6	66	67,3	29,0		25,7	26,0	68	63,7	29,0	82	94,9	33,0	49
18	11,7	28,4	82	98,2	30,3	80	72,8	30,4	66	86,2	27,9	74	64,6	27,0	74	67,5	29,5		25,9	26,2	66	63,9	30,5	85	95,1	33,8	59
19	11,1	27,9	84	97,5	29,5	78	73,1	30,5	80	85,7	28,3	71	63,9	27,1	77	69,9	29,0		26,3	27,7	61	63,3	30,8	83	95,3	33,7	44
20	10,5	29,4	76	96,3	29,5	78	73,3	28,0	64	85,5	29,3	73	63,9	27,4	77	66,7	29,0		25,3	27,2	73	63,1	31,0	82	95,1	33,7	48
21	10,3	29,8	80	97,7	28,9	76	72,1	28,5	68	85,9	29,2	71	63,0	25,8	76	66,3	28,4		24,7	27,9	59	62,7	31,7	50	94,4	34,1	36
22	09,4	28,4	80	96,6	31,3	81	71,5	29,7	58	84,1	29,1	69	61,9	27,9		66,3	30,1		24,9	27,8	82	61,4	32,2	44	93,8	34,7	35
23	09,5	29,2	79	96,6	31,3	68	71,4	30,0	65	84,2	29,2	71		27,5		66,2	27,9			26,5	60	61,5	28,7	50	93,8	34,4	33
24	10,2	28,9	80	97,1	31,1	76	71,3	28,8	67	85,0	29,0	64	63,0	27,7	63	66,2	28,7			27,2	47	61,8	30,8	83	93,9	34,5	41
25	11,0	29,4	83	97,8	29,2	73	71,3	28,9	73	85,9	26,0	70	63,4	27,0	84	67,4	27,2		24,0	24,0	79	63,3	29,3	60	94,0	33,5	48
26	10,0	27,1	79	97,9	29,7	70	72,2	29,0	65	85,4	27,5	69	62,7	27,2	60	67,0	28,1			25,1	77	63,0	28,9	61	94,2	33,0	61
27	10,5	27,0	79	97,5	29,3	90	71,5	29,5	67	84,7	28,7	70		27,4	68	67,4	28,7		25,1	29,9	69	61,8	30,8	60	93,9	32,2	61
28	10,3	27,8	84	97,1	30,5	78	72,3	30,2	71	84,7	28,1	68	63,1	28,0	65	66,6	28,0		26,0	29,0	71	63,1	28,4	72	95,1	30,0	70
29	10,9	26,1	84	97,7	27,3	79	73,1	26,1	77	84,9	29,2	70	63,8	24,8	70	67,0	26,5		25,7	23,0	74	61,5	26,0	66	94,4	30,2	59
30	10,0	27,1	79	96,9	29,2	64	71,4	29,0	67	85,0	27,9	73				66,5	28,0		25,5	26,8	73	62,5	29,2	61	94,4	29,7	68
31	11,8	27,0	74	96,9	29,5	71	71,8	27,6	70	85,4	27,4	75				67,0	27,3		25,2	25,5	75	63,3	28,4	71	95,4	32,3	57
Moy	10,7	27,7	81	97,3	29,6	78	72,2	28,8	70	85,3	27,9	70	63,5	29,7	69	66,7	28,5		25,4	29,2	64	63,0	29,8	65	94,9	32,4	49

(1) Facteurs moyens

(2) En millibars et corrigé à 0° : 1.000 +

(5) En millibars et corrigé à 0° : 900 +

(3) En degrés centigrades

(4) En %

Pluviométrie ⁽⁶⁾

DATES	LOMÉ	TSÉVIÉ	ANÉCHO	PALIMÉ	MISAHOE	NUATJA	ATAKPANÉ	KLABÉ	YÉGUÉ	SOKODÉ	BASSARI	ALEDJO	PAGOUDA	MANGO	DAPANGO
1	0,9			27,0	65,0		24,2								
2			5,0	50,0				30,0							
3				17,0	10,0	2,0	9,3	50,0	10,5						
4	2,7			31,5	8,0	11,0	31,0	24,6	37,6		8,2	20,2	42,5		
5					49,0							25,4			
6															
7															
8															
9															
10	G														
11	8,0		68,7			24,3					G	G	4,4		
12											G				
13							5,0					33,5	12,5	5,8	2,1
14															
15					14,0				14,7						
16		9,3	G	5,0		2,5									
17															
18	1,6					0,5									
19							12,5	7,6	4,3						
20				15,0	20,0	5,0									
21															
22															
23			G					G	6,3						
24	G	40,3		24,0				3,0							
25	13,0		1,3				30,0								
26															
27	3,0											G	3,7	0,9	
28				4,0			63,5	40,5	11,9	11,8	2,7	18,8	21,2		85,3
29											6,0	12,7			
30			5,7							15,0					
31									7,2		4,0		43,1		
TOTAL	29,2	49,6	80,7	173,5	166,0	45,3	175,5	155,7	92,5	26,8	20,9	110,6	127,4	6,7	87,4

(6) Hauteur d'eau tombée en millimètres.

G : Gouttes.

PARTIE NON OFFICIELLE

« L'Administration du Territoire déclare déclinier toutes responsabilités à quelque titre que ce soit à raison des textes insérés dans la partie non officielle. »

GRANDE MARQUE DE PARFUMS DE PARIS

Cherche Représentants Sérieux,
bien introduits dans la branche.

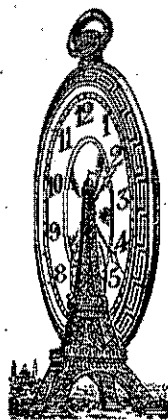
Ecrire :

Courty N° 5118 — Rue Vivienne 17, Paris.

COMPTOIR D'HORLOGERIE SOIGNÉE

“ A la Tour Eiffel ”

JOYEROT & JACOT



Catalogue général d'Horlogerie
Bijouterie - Orfèvrerie, adressé
gratis et franco.

Envois de choix sur demande à MM. les fonctionnaires

Facilités de paiement

Représentants sont demandés

23, rue Gambetta — BESANÇON — France